



## Le manque de toilettes publiques à Bruxelles, vecteur d'inégalités

À Bruxelles, seulement une toilette publique pour 11.000 habitant-e-s.

**Bruxelles, le 28 juin 2021. Alors que la Région bruxelloise compte plus de 1,2 million d'habitant-e-s et est fréquentée par des millions de navetteur-euse-s, voyageur-euse-s, touristes ... par an, il n'existe actuellement que 175 sanitaires (comprenant toilettes et urinoirs) publics et accessibles sur l'ensemble du territoire, dont à peine un peu plus de 60 toilettes gratuites. Ce nombre insuffisant pose question, d'autant qu'il existe de nombreuses barrières d'ordre pratique et social à l'accès aux toilettes publiques. Un « plan toilettes » pour toute la Région Bruxelles-Capitale semble indispensable.**

**C'est ce qui ressort aujourd'hui de la mise en commun des données récoltées par l'asbl Infirmiers de rue, l'application Peesy et le groupe de recherche sur la précarité hydrique HyPer (ULB). À l'occasion de la publication du nouveau *Plan des toilettes gratuites*, les trois projets plaident pour que la question des toilettes publiques fasse l'objet d'une gestion régionale.**

Bien qu'elles répondent à des besoins quotidiens essentiels, l'accès à des toilettes pour tou-te-s semble une problématique délaissée par les pouvoirs politiques. Si l'on considère que la zone de recouvrement d'une toilette publique équivaut à une distance de 250 mètres, alors l'étendue du désert sanitaire représente 93% du territoire régional. D'autres grandes villes européennes comme Paris se sont pourtant dotées d'un véritable réseau de toilettes publiques, aujourd'hui nécessaire pour faire de Bruxelles une ville plus accueillante, habitable et accessible à tou-te-s.

En effet, l'insuffisance, la nature, l'état et la répartition actuelle de l'offre disponible en sanitaires ne permettent pas de répondre aux multiples besoins de la population, aboutissant ainsi à accentuer inégalités et discriminations dans l'espace public. Nous ne sommes pas tou-te-s égaux face au manque de toilettes : des barrières de différentes natures viennent encore en compliquer l'accès.

### **La barrière des exclusions : opter pour une infrastructure inclusive et accessible à tou-te-s**

À Bruxelles, environ 60% des sanitaires publics (comprenant toilettes et urinoirs) sont accessibles aux femmes, moins de 25% le sont aux personnes à mobilité réduite, à peine plus de 50% des toilettes sont gratuites et moins de 40% ouvertes 24h/24. Ces pourcentages s'expliquent par le fait que les communes préfèrent souvent investir dans des urinoirs publics au détriment des toilettes.

La place des femmes, des familles avec enfants, des personnes âgées, des personnes à mobilité réduite et des personnes sans-abri n'est pas suffisamment prise en compte, car lorsque le mobilier urbain n'est pas pensé de manière inclusive, il entrave les capacités de déplacement, d'occupation, de divertissement et de travail de ces mêmes personnes. Le manque d'accès à des sanitaires appropriés porte atteinte à la liberté des personnes les plus précarisées à user de l'espace public.

### **La barrière de la propreté : adapter l'offre aux espaces et investir dans la maintenance**

Avant la crise du COVID, les Bruxellois-e-s trouvaient des solutions d'urgence pour faire leurs besoins. Avec les fermetures imposées par le confinement, la pandémie est venue frapper de plein fouet toutes ces solutions de repli. Les réticences liées à l'hygiène et la propagation du virus ont encore diminué l'accès aux sanitaires ; presque 30% du peu de toilettes publiques existantes ont été fermées pendant la crise.

Ce contexte particulier amène à réfléchir davantage aux difficultés que posent la maintenance et le nettoyage des sanitaires publics. La propreté est en effet un élément fondamental pour garantir l'accessibilité réelle des sanitaires et il suffit de peu pour qu'ils soient inutilisables (problème d'hygiène, d'écoulement, de ravitaillement, de vandalisme, de sécurité, etc.).

Si l'on ajoute aux coûts d'entretien la crainte que ces lieux soient détournés de leurs fonctions et puissent accueillir des comportements jugés indésirables, on entrevoit ce qui décourage les pouvoirs publics à implémenter de nouvelles toilettes. Cependant, il ne faut pas se tromper de cible : les toilettes ne sont pas la cause, mais bien le révélateur de problématiques sociales préexistantes, dans la mesure où elles constituent un des rares espaces d'intimité au cœur d'une ville qui se marchandise. De plus, l'absence de toilettes ne fait qu'amplifier les problèmes de propreté (comme en témoigne le nombre important de plaintes déposées pour des faits d'urine sauvage) et constitue un danger pour les populations les plus vulnérables, qui doivent garantir leur dignité et leur intégrité physique.



Dès lors, il s'agit d'adapter le type de toilettes publiques aux réalités du terrain. Installer des toilettes sèches, peu coûteuses et simples à entretenir dans les parcs à l'instar de la commune de Berchem-Sainte-Agathe, opter pour des toilettes autonettoyantes ou adapter la fréquence de nettoyage au taux de fréquentation des quartiers, instaurer des systèmes de communication efficaces entre les travailleur·euse·s de terrain qui contrôlent l'état des sanitaires et les services propreté, ou encore garantir la présence d'un préposé dans les zones problématiques, etc. Des moyens importants (financiers, logistiques, etc.) doivent donc être déployés afin d'assurer le bon fonctionnement des toilettes : l'accès aux toilettes publiques est à ce prix, si l'on veut éviter que la réponse à un besoin ne devienne un nouveau problème.

Cependant, des alternatives moins coûteuses pourraient également être mises en place, en utilisant les infrastructures existantes et en développant un réseau de toilettes accueillantes, en partenariat avec les secteurs privé et public.

### **La barrière des compétences dispersées : opter pour une politique régionale**

Si l'accès aux toilettes est une affaire publique, à Bruxelles, les questions liées à la propreté et aux sanitaires sont gérées individuellement par chaque commune. D'autres organismes interviennent également (Bruxelles-Environnement, la STIB, la SNCB, Urban Brussels, etc.). La multiplicité des acteurs impliqués a pour effet de complexifier la question et de freiner l'initiative. Il n'existe actuellement aucune politique commune permettant de penser l'accès aux toilettes à l'échelle régionale.

C'est pourquoi une gestion régionale accompagnée d'un plan précis de répartition des compétences concernant l'aménagement et l'entretien des toilettes de la région serait souhaitable. Sa mise en place permettrait l'ouverture d'un vrai débat sur la question, le partage des expériences et surtout, la résorption des inégalités territoriales et financières qui existent entre les différentes communes bruxelloises. Le choix et l'installation des sanitaires devraient être pensés de manière globale, égalitaire et inclusive sur l'ensemble du territoire bruxellois, à partir d'une réflexion sur les besoins qui se font sentir (notamment dans les parcs, les quartiers fréquentés et les axes de transports).

Le développement d'outils diversifiés et régulièrement mis à jour (cartes papiers, application, etc.) permettant de faire connaître l'offre de toilettes disponibles aux citoyen·ne·s serait également susceptible de renforcer l'accès aux toilettes pour tou·te·s.

### Les partenaires

**Infirmiers de rue ASBL:** A côté de son travail de terrain, Infirmiers de rue créé des outils de prévention et d'information pour améliorer l'accès aux soins des personnes sans-abri et faciliter leur réinsertion à moyen/long terme. Parmi ces nombreux outils, on compte un plan des fontaines d'eau potable et de toilettes gratuites à Bruxelles. De cette façon, les personnes sans-abri pourront identifier les installations qui leur permettent de prendre soin de leur hygiène et de leur santé, malgré leurs conditions de vie difficiles. Cette année, l'association sortira la 10<sup>ième</sup> édition de ce plan.

**HyPer :** le projet de recherche "L'hygiène personnelle hors/sans/mal chez soi" (HyPer - ULB) est financé par Innoviris. Explorant les réalités de la vulnérabilité hydrique en Région bruxelloise, il vise à rendre compte des difficultés rencontrées par un nombre croissant de personnes pour accéder à l'eau, dans l'optique de formuler des propositions permettant de faciliter l'accès aux besoins fondamentaux qu'elle permet (boire, se laver, laver ses vêtements et aller aux toilettes).

**Peesy :** à travers le lancement d'une nouvelle application mobile et gratuite, Peesy cherche à apporter sa petite pierre à l'édifice de l'égalité en répertoriant l'ensemble des toilettes publiques de la Région, pour pouvoir trouver et être dirigé.e vers le sanitaire le plus proche et le plus adapté à nos besoins.